



WIM VAN CAPELLEN/REPORTERS

Bruxelles, nid d'espions hier et aujourd'hui

Siège de l'Otan, de l'Union européenne et de nombreuses institutions, la capitale belge est depuis longtemps une cible de choix des services secrets étrangers. Le Vif/L'Express a eu accès aux archives des services de renseignement d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Bulgarie et de Pologne. Une plongée dans un monde parallèle qui révèle quelques surprises. Par Kristof Clerix

Le dossier du juge américain Edward Snowden l'a encore confirmé récemment : les institutions internationales telles que l'Union européenne figurent en tête des priorités des services secrets. A cette aune, Bruxelles, depuis près d'un demi-siècle, est *the place to be* pour les espions étrangers. Lorsqu'en 1967, l'Otan a déménagé son

quartier général opérationnel et politique de la France vers la Belgique, le gouvernement belge n'ignorait pas que cette décision serait lourde de conséquences. Le conseil des ministres du 21 avril 1967 mettait en garde : « Depuis que Bruxelles est un centre important du monde occidental, il faut éviter à tout prix qu'elle devienne aussi un centre important de l'espionnage ». Pari perdu : la capitale belge s'est muée en objectif pour le KGB, la Stasi est-allemande, la Securitate roumaine et les services de renseignement hongrois, bulgares, polonais et tchécoslovaques.



IMAGE GLOBE

LE FORUM DE MIDI



Réagissez à notre dossier « Espionnage en Belgique », ce lundi 23 septembre, de 12 à 13 heures, sur La Première. Pierre Havaux, du Vif/L'Express, y est l'un des hôtes de l'émission-débat.

Forte présence de la Stasi

Personne ne peut prétendre savoir avec certitude le nombre d'espions actifs à Bruxelles pendant la Guerre froide mais certaines archives des services de renseignement de six anciens signataires du Pacte de Varsovie, que nous avons pu consulter, donnent une idée de l'étendue des réseaux. Dans les années 1980, l'organe de la Stasi à Bruxelles, le service de renseignement de l'Allemagne de l'Est, envoyait à Berlin des informations puisées auprès de 59 sources distinctes et 75 de ses collaborateurs logeaient dans des hôtels belges, soit un minimum de 134 espions et informateurs est-allemands. La Sûreté de l'État estime que dans la première moitié des années 1980, quelque 40 à 45 officiers de renseignement de l'Union soviétique étaient actifs en Belgique. Tous les pays du bloc de l'Est n'envoyaient cependant pas autant d'espions. À la fin des années 1980, sept agents secrets travaillaient sous couverture diplomatique à l'ambassade de Tchécoslovaquie. Mais il est établi qu'il y avait tout de même des centaines d'espions à Bruxelles pendant la Guerre froide.

Pour camoufler leurs activités, les espions opéraient sous une couverture professionnelle, journalistes, hommes d'affaires, lobbyistes, la plus fréquente étant la diplomatie. Les diplomates entretiennent naturellement des contacts avec de nombreux cercles de leur pays d'accueil. De plus, ils jouissent de l'immunité. Quelques exemples ? Kurt Berliner est arrivé en Belgique en 1976 comme premier secrétaire de l'ambassade de République démocratique allemande (RDA). Mais il était en outre résident général, chef de la division locale d'espionnage. Il entretenait de nombreux contacts avec le ministère belge des Affaires Étrangères et rédigeait des notes secrètes destinées au quartier général de la Stasi. Il établissait ses réseaux de relations au prestigieux Club international Château Sainte-Anne, à Auderghem.

Autre diplomate-espion : le Hongrois Marton Szecsödi, débarqué à Bruxelles en 1967 comme attaché commercial. La Sûreté de l'État avait donné à son propos un avis défavorable : il était signalé comme officier de renseignement. Curieusement, les Affaires étrangères lui ont malgré tout donné une accréditation pour la Belgique. Mais tous ses faits et gestes ont été suivis de près par la Sûreté.

Un espion au cœur de l'Otan

Les espions du bloc de l'Est en Belgique s'intéressaient à de nombreuses matières. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) était évidemment la cible numéro 1. La Stasi, surtout, a réussi à pénétrer son quartier général d'Evere pendant des années. Son agent, Rainer Rupp – un des espions les plus fameux de l'histoire de Belgique –, a travaillé à l'Otan de 1977 à ***

●●● 1993 et a transmis à Berlin-Est plus de mille documents top secret de l'organisation. Parmi les autres cibles privilégiées, figuraient le ministère belge des Affaires étrangères et les institutions européennes.

Le Hongrois Marton Szecsödi a été un des premiers espions du bloc de l'Est à être actif au cœur de l'Europe. Il était chargé de collecter des informations qui permettraient de renforcer la position de négociation de Budapest : la Hongrie fournissait en effet des produits agricoles à ce qui était alors la Communauté économique européenne. Parallèlement aux renseignements militaires et politiques, l'espionnage économique était également florissant. A en croire un document de la Defense Intelligence Agency américaine, l'espionnage économique était même la préoccupation majeure du KGB dans les années 1980 : « Le vol et la contrebande d'équipements et de technologies sous embargo Co-com (NDLR : qui devait empêcher toute exportation de technologies occidentales vers le Bloc de l'Est) sont devenus la priorité des services secrets de l'Union soviétique et des autres pays membres du Pacte de Varsovie. »



CHÂTEAU SAINTE-ANNE
d'Auderghem, lieu prisé par les « diplomates » de l'Est.

En 1992, les services belges de contre-espionnage ont démantelé un réseau d'agents qui fournissaient au KGB des informations technologiques. Ce démantèlement a signé la fin de la double vie, notamment, de Guido Kindt, journaliste au quotidien *De Standaard*, ainsi que de l'ingénieur Francis Collard. L'un et l'autre ont été placés en détention préventive sous l'inculpation d'espionnage. Mais ils n'ont finalement jamais été condamnés.

Des voyages étranges à Suxy

Dans les années 1980, la brigade B4 de la Sûreté

« La couverture la plus fréquente des espions était la diplomatie »



RAINER RUPP, un des plus célèbres espions actifs en Belgique, à l'Otan.

de l'État s'est occupée du contre-espionnage. Elle comptait une centaine d'officiers de renseignement. La division SDRA III du service de renseignement militaire SGRS – également en charge du contre-espionnage – employait quelque 80 personnes. Ce n'était pas rien. Mais, au vu du rôle international de Bruxelles, ce n'était pas exagéré. La collaboration avec les alliés, c'est-à-dire les échanges d'informations par écrits et télex codés, apparaissait donc comme une nécessité.

Le contre-espionnage avait en outre ses propres méthodes. Les fiches d'hôtels, les cartes de débarquement des avions et les dossiers des étrangers (surtout les citoyens ouest-allemands) étaient suivis attentivement par la Sûreté de l'État. Celle-ci prêtait évidemment aussi une grande attention aux ambassades des pays de l'Est et aux allées et venues des diplomates. Ainsi, le SGRS s'est-il posé longuement des questions sur les bizarres excursions de diplomates soviétiques, le week-end, dans le joli village de Suxy, dans la commune de Chiny, en province du Luxembourg. Y profitait-il uniquement de la nature ou s'y rendaient-ils pour tout autre chose ? Le KGB y avait-il des lieux d'entreposage secrets ? Une fois par mois, les commissaires du SGRS effectuaient avec diverses équipes de surveillance le trajet Bruxelles-Suxy. Toujours en vain.

Autre affaire de contre-espionnage sans suite : à la fin des années 1970, la Sûreté de l'État et le SGRS ont systématiquement pris en filature toutes les secrétaires de l'Otan qui vivaient seules. Les services de renseignements belges vérifiaient par exemple si, à l'occasion de leur anniversaire, ces personnes ne se laissaient pas séduire par d'habiles Roméo est-allemands. De nouveau, en vain.

Nonante espions débusqués

Les services de renseignement belges ont néanmoins remporté au cours de la Guerre froide un certain nombre de succès en matière de contre-espionnage. Dans les 25 ans qui ont suivi le déménagement de l'Otan à Bruxelles, quelque 90 espions du bloc de l'Est – généralement des Soviétiques – ont été forcés de quitter le pays, déclarés *persona non grata* ou ayant décidé de leur propre initiative de quitter la Belgique après la découverte de leurs activités clandestines. Expulser des espions n'intervenait que s'ils avaient vraiment dépassé les bornes. Il était parfois plus malin de les laisser agir à leur guise tout en les surveillant que de les expulser.

Il est arrivé aussi que la Sûreté de l'Etat et le SGRS aient tout simplement la chance qu'un transfuge s'adresse à eux. Dans de nombreux cas, le *smoking gun* (NDLR : la preuve irréfutable) est venu d'un allié, souvent les États-Unis. La CIA a par exemple tuyauté la Belgique sur les relations que le colonel belge Guy Binet entretenait avec les Russes. De même, Rainer Rupp, la taupe de la Stasi, a été démasqué grâce à des informations venues des États-Unis. Personne ne s'étonnera que la Belgique soit parfois dépendante des services de renseignement américains, comme l'ont encore clairement démontré les révélations d'Edward Snowden.

En tête des « capitales diplomatiques »

Avec 288 représentations, Bruxelles est aujourd'hui le haut lieu par excellence de la diplomatie, loin devant Washington (188) et Genève (172). Septante-cinq organismes internationaux ont établi leur siège à Bruxelles, sans compter des centaines d'ONG internationales, de groupes de lobbyistes, de cabinets d'avocats, de médias et d'organes de gestion. Il est donc logique que les services de renseignement de tous les continents témoignent plus d'intérêt que jamais à Bruxelles.

Et le contre-espionnage belge ? Ces dernières années, la Sûreté de l'État et le SGRS ont obtenu un surcroît de personnel et de moyens. Chacun des deux services de renseignement compte actuellement quelque 650 collaborateurs. La lutte contre l'espionnage n'est évidemment qu'une de leurs missions. Le 1^{er} septembre 2010 est entrée en vigueur la loi sur les méthodes de



KURT BERLINER,
diplomate est-allemand
et chef espion.

PHOTONEWS

BERLINER Kurt
Est-allem.



ALAIN WINANTS, le patron de la Sûreté, est attentif au rôle des diplomates russes.

FRÉDÉRIC PAUWELS/HUMAN

recueil des données (MRD). Depuis, la Sûreté de l'État et le SGRS peuvent utiliser des modes de renseignements particuliers : écoutes téléphoniques, installation de micros, création de fausses entreprises, interception d'e-mails, violation du courrier... Cela rend plus efficace le contrôle exercé sur les services secrets étrangers. En 2011, le SGRS a fait appel à 54 reprises à ces nouvelles facultés en vue de trouver la trace d'espions étrangers. Contre 193 cas à la Sûreté de l'État.

Selon Alain Winants, administrateur général de la Sûreté de l'État, Bruxelles compte aujourd'hui environ 150 diplomates russes dont « pas moins de 30 % » sont des officiers de renseignement. Soit plus que pendant la Guerre froide... • K.C.



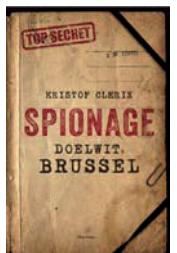
GUIDO KINDT,
la double vie du journaliste.

FONDS BIJZONDERE JOURNALISTIEKE PROJECTEN

pd FONDS PASCAL DECROOS VOOR BIJZONDERE JOURNALISTIEK

Fonds pour

le journalisme



Enquête réalisée avec le soutien du Fonds Pascal Decroos voor Bijzondere Journalistiek (www.fondspascaldecroos.org), le Fonds voor Bijzondere Journalistieke Projecten (www.fondsbjp.nl) et le Fonds pour le Journalisme (www.fondspourlejournalisme.be).

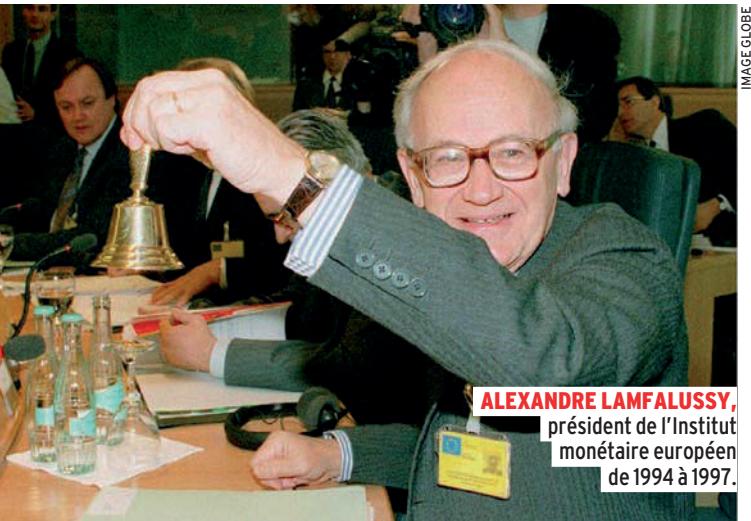
Spionage. Doelwit : Brussel,
par Kristof Clerix paraîtra (en néerlandais)
le 26 septembre aux éditions Manteau.

Quatre personnalités dans le collimateur des espions de l'Est

Ils appartenaient aux milieux financier ou politique, au monde académique ou à la société civile. Voici comment leur officier traitant a tenté de les manipuler...

L'économiste hongrois **Alexandre Lamfalussy** (84 ans aujourd'hui) a occupé de 1994 à 1997 le poste de président de l'Institut monétaire européen, prédecesseur de la Banque centrale européenne. Il est aussi réputé être un des pères de l'euro. Après avoir quitté à 19 ans son pays d'origine, Lamfalussy a étudié l'économie à Louvain et a décroché un diplôme à Oxford. Il a rapidement fait carrière à la Banque de Bruxelles. En novembre 1966, il entre pour la première fois dans le collimateur des services de renseignements hongrois. « Vu le poste important qu'il occupe, sa situation et ses possibilités au plan social, il serait intéressant de recruter Lamfalussy », mentionnait le service de renseignements dans un mémo interne. « Il serait utile de clarifier les liens qu'il entretient avec la Hongrie et d'analyser sa personnalité. » La centrale d'espionnage de Budapest

« Une fois clôturé, le "dossier Lamfalussy" comptait 227 pages »



ALEXANDRE LAMFALUSSY,
président de l'Institut
monétaire européen
de 1994 à 1997.

IMAGE GLOBE

s'intéressait à lui parce qu'il disposait d'informations précises en termes politico-économiques. « On attache beaucoup d'importance à son opinion en Europe occidentale. » En tant que cible, Lamfalussy reçut le nom de code de Cserfalvi.

Les services secrets hongrois tentèrent d'approcher Lamfalussy par le biais de son père. En vain. En 1969, un espion se prétendant attaché commercial put avoir avec Alexandre Lamfalussy un entretien sur l'actualité économique internationale. Mais ça se limita à une rencontre. Deux ans plus tard, un autre espion tenta une fois encore d'approcher Lamfalussy. A nouveau sans succès. En 1984, la centrale de Budapest clôtura le « dossier Lamfalussy ». Il comptait 227 pages.

« Le Collège de l'Europe a éveillé l'intérêt pour son vivier de talents européens »

Le Polonais **Jerzy Lukaszewski** (88 ans) a été, de 1972 à 1990, recteur du célèbre Collège d'Europe à Bruges. Vu le rayonnement de cette institution, réputée être le vivier de nombreux talents européens, il a éveillé l'intérêt du KGB et des services secrets hongrois et polonais. « Ses étudiants ne tardent souvent pas à occuper des postes de direction dans des institutions internationales comme l'Otan et la CEE », commente un mémo du KGB. « C'est pourquoi nous considérons ce collège comme intéressant d'un point de vue opérationnel. » En 1965 déjà, alors que Lukaszewski y était professeur, il fut approché à Bruges par le major Ciszyński, un espion des services secrets polonais. « Vous côtoyez beaucoup de monde, vous pouvez donc nous être utile car vous entendez certainement pas mal de choses intéressantes. » Mais Lukaszewski refusa toute collaboration. La Sûreté de l'État suivit de près cette tentative de recrutement. « Lukaszewski reste insensible aux manœuvres d'approche », note-t-elle dans un dossier sur cette affaire.

•••



JERZY LUKASZEWSKI,
recteur du Collège
d'Europe de 1972 à 1990.

COLLEGE OF EUROPE

••• Après que Lukaszewski fut devenu recteur, les services secrets polonais jugèrent que « son importance n'avait fait que croître ». En 1978, un agent secret polonais – qui portait le nom de code de Rycki et opérait en Belgique sous la couverture d'un attaché culturel – fit une nouvelle tentative mais ne réussit pas non plus. Le dossier Lukaszewski (58 pages) fut officiellement clôturé par les services secrets polonais en 1982 et transféré dans leurs archives.

« Restaurants, cadeau et gros sous »

Jusqu'à fin 2012, **Alain Leens** (59 ans) siégeait comme conseiller communal Ecolo à Liège. En 1987, alors attaché de presse du parti vert, Leens fut contacté par téléphone par un certain Jan Braňka, qui se présenta comme membre de l'ambassade tchécoslovaque à Bruxelles. Le prétexte était de l'éclairer sur certains aspects abordés lors de la dernière conférence de presse du parti. Ils convinrent d'un rendez-vous dans un restaurant bruxellois et échangèrent des idées sur les positions d'Écolo. « Leens est un contact intéressant avec lequel je souhaiterais prévoir d'autres entretiens », indiqua plus tard Braňka dans une note destinée à ses supérieurs, car il était en réalité un espion. « Il me semble disposé à donner des informations sur des thèmes intéressants, et ses possibilités ultérieures vont se clarifier dans le cadre d'un prochain recrutement. » Leens se vit attribuer le nom de code de Selen – zelený signifiant vert en tchèque.

Dans les deux années qui suivirent, Leens et Braňka se rencontrèrent une vingtaine de fois, toujours à Bruxelles, dans un restaurant. Braňka voulait surtout connaître l'attitude d'Écolo et d'Agalev à l'égard des initiatives des Soviétiques en matière de paix, leur position dans le débat sur le désarmement et la cuisine interne des verts en Belgique. Un jour, Leens se vit offrir par Braňka trois bouteilles d'un vin français coûteux, « simplement par sympathie ». Il s'agissait en fait d'une deuxième étape marquante dans le recrutement. À la mi-octobre 1989, quelques semaines à peine avant la chute du Mur de Berlin, Braňka lui remit une enveloppe contenant 15000 francs belges

belges pour le remercier d'avoir fourni des informations sur une action de protestation contre un projet de barrage sur le Danube. Leens eut quelques hésitations mais ne refusa pas l'argent qui lui servit à financer des vacances sur la Côte d'Azur. En mars 1990, Braňka retournait dans son pays et les contacts furent interrompus. Leens ignorait toujours que Braňka était un espion.

« Des revues financées par Prague »

En 1965, **Jean Verstappen** (90 ans) de Rixensart était élu sénateur sur une liste de cartel du Mouvement Populaire Wallon et du Parti communiste. Sa lutte contre la guerre au Vietnam lui fit rejoindre ensuite les rangs du Mouvement de la Paix Bruxelles-Wallonie, dont il devint un acteur au plan international comme membre de la présidence du Conseil mondial de la Paix, une instance patronnée par l'Union soviétique.

En juin 1985, à Prague, Verstappen liait connaissance avec Jan Braňka, qui travaillerait par la suite, comme on l'a vu, comme espion-diplomate à l'ambassade tchécoslovaque de Bruxelles. Entre 1986 et 1989, ils dînèrent au moins 50 fois ensemble. Ils discutaient pendant des heures de l'actualité internationale. Verstappen, qui avait reçu le nom de code de Pen, considérait Braňka comme une ligne directe avec les autorités tchécoslovaques.

Verstappen édait aussi son propre journal : « Rencontres pour la Paix ». L'édition spéciale « Pourquoi des guerres ? Pourquoi pas la paix ? » sortit de presse au début de 1988. Verstappen y faisait part de ses opinions sur divers thèmes géopolitiques d'actualité. Le fascicule fut imprimé à mille exemplaires. Les frais – 10 000 francs belges – furent réglés par Jan Braňka. Un an plus tard, Braňka finançait une nouvelle édition de la revue, intitulée « Construire l'Europe ». Verstappen se laissa-t-il manipuler par la stratégie de propagande des services secrets tchécoslovaques ? « Le contenu de la brochure Pourquoi des Guerres ? reflète totalement mes analyses qui sont aussi celles du Mouvement de la Paix », se défend-il. « Dans la seconde brochure sur l'Europe, j'aborde par ailleurs de nombreux points de discorde avec l'URSS et les pays socialistes, entre autres sur le facteur humain. Ce sont tous ces points qui faisaient l'objet de discussions avec Jan Braňka de manière amicale. J'ai toujours gardé une totale indépendance d'analyse et de rédaction. » • K.C.



JEAN VERSTAPPEN,
activiste en faveur de la paix.



ALAIN LEENS,
porte-parole d'Ecolo
dans les années 1980.